



lundi 11 mars 2019

Algérie : une première victoire de la révolte sociale

Bouteflika, le Président algérien, vient d'annoncer qu'il renonçait à se représenter aux élections présidentielles ! C'est le résultat des immenses manifestations contre lui et son régime. Les manifestants refusaient le 5^e mandat d'un président grabataire – s'il n'est pas déjà mort ! –, prêtre-nom d'un appareil d'État corrompu tenu en laisse par une armée omniprésente. Les défilés, composés en grande partie de femmes, ont été énormes. Avec des slogans d'une inventivité qui allait bien au-delà de la personne de Bouteflika. Une jeune femme affichait : « Le clan Boutef n'aura même pas notre soutien-gorge », tandis qu'une autre pancarte ironisait : « Ce camembert Président pue moins que votre système »... En France aussi, les Algériens se sont mobilisés de Marseille à Paris, où 10 000 personnes se sont retrouvées place de la République : « Mettez le FLN au musée », a-t-on pu entendre.

Accueilli par la grève

Pendant que Bouteflika – en tout cas son avion... – rentrait dimanche dans un pays en ébullition, étudiants et lycéens sont à nouveau sortis par dizaines de milliers dans les rues et ont mis en échec la tentative du pouvoir de les écarter en avançant et en prolongeant leurs vacances.

Un appel à la grève générale de cinq jours a été lancé sur les réseaux sociaux et, dimanche, à Alger, Constantine, Annaba ou Bejaia, elle semblait paralyser de nombreux secteurs – transports, administrations, commerces, établissements scolaires. Deux grandes entreprises – celle de l'agro-alimentaire Cevital et le géant des hydrocarbures Sonatrach – étaient touchées par la grève.

Les rats quittent le navire...

Le clan présidentiel s'est fissuré. Plusieurs responsables du Forum des chefs d'entreprise ont fait défection. D'anciens barbouzes dirigés par un ex-ministre de l'Intérieur de Bouteflika aussi. De même qu'une partie de la direction de l'UGTA, le syndicat inféodé au régime. La contestation a même gagné le FLN, au pouvoir depuis l'indépendance en 1962, dont sept députés ont quitté le parti et rejoint la contestation. Tous ceux-là ont pris leurs distances tant qu'il était encore temps... pour préserver l'essentiel, la domination d'une bourgeoisie affairiste et d'un appareil d'État corrompu resté lié à l'impérialisme, en particulier français.

Le départ de Bouteflika est donc apparu, aux yeux d'une partie des couches dirigeantes, comme une nécessité. Mais cela suffira-t-il à faire taire la contestation ? Comme l'a dit un manifestant à Bordeaux : « Le cinquième mandat de Bouteflika, c'est juste la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les

gens sont sortis à cause d'années de marasme social, d'austérité ; et ils sont en train de briser la peur. »

L'armée a, pour l'instant, préféré lâcher Bouteflika plutôt que réprimer. Mais le pouvoir et ses appendices avaient agité ces dernières semaines l'épouvantail d'un retour à la guerre civile, référence aux tueries qui avaient répondu à la révolte d'octobre 1988 et aux dix années de guerre contre les groupes islamistes qui avaient suivi – 150 000 morts ! L'ampleur de la mobilisation a seulement suspendu le risque de répression. Le choix de lâcher Bouteflika montre une certaine fébrilité de la part des couches dirigeantes qui tentent, de cette manière, de reprendre la main et, surtout, de vider les rues de la contestation.

Les manifestants, en particulier la jeunesse, ne sont pas dupes

Avec l'armée en embuscade, des politiciens déjà sur les starting-blocks pour dévier la contestation sociale sur un terrain électoral, les écueils ne manquent donc pas sur le chemin de la révolte populaire. Le simple recours à la grève générale avait provoqué la colère des associations de commerçants ou petits patrons qui craignent que tout cela aille plus loin, bien trop loin pour eux !

Mais la jeunesse algérienne n'est pas forcément dupe de la situation actuelle : contre Bouteflika, « tout le monde était beau, tout le monde était gentil »... mais c'est maintenant que les différences vont apparaître. Et rien ne dit que les jeunes, et, avec eux, les couches populaires, se laisseront endormir.

Cette première victoire du mouvement populaire en Algérie est un espoir et un encouragement pour tous les travailleurs et les jeunes qui, dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

Ils marchent sur la tête... pas nous !

Lors du bilan qu'ils ont présenté au CSE, les représentants d'Altedia se permettent de « déplorer » que seuls 62 d'entre nous « cherchent activement un emploi » ! C'est PSA qui ferme l'usine, mais c'est aux ouvriers qu'on reproche de ne pas se démener pour aller voir ailleurs. Altedia et PSA peuvent continuer leurs pressions et leurs convocations à des rendez-vous qu'ils ne peuvent de toutes façons pas nous imposer, nous ne quitterons pas nos CDI pour du vent.

Salaires de rien, très peu pour nous

Toujours selon Altedia, le problème serait... nos salaires ! Il est bien normal que nous n'acceptons pas de quitter notre emploi actuel pour un autre, sans garantie d'un salaire équivalent. Déjà que notre salaire actuel n'a rien de mirobolant, vu les augmentations dérisoires que PSA nous accorde depuis des années. Par contre, vu les profits faramineux réalisés là aussi depuis des années, PSA a les moyens de nous garantir un salaire équivalent.

Ne pas être les dindons de la farce

Pour ceux d'entre nous à qui il manque quelques trimestres pour partir en plan senior, on nous fait miroiter un « montage » par le biais de création d'entreprise pour pouvoir quand même partir. Pas question de prendre des risques, sans compter que les lois sur le départ en retraite peuvent encore changer. C'est à PSA d'adapter son plan senior, puisque c'est elle qui veut nous voir partir.

Un peu de vérité après l'enfumage

Concernant les mutations à Poissy, la RH a laissé entendre que ce ne serait pas possible tout de suite. Enfin des informations qui correspondent à ce que nous racontent nos collègues de Poissy : 600 emplois à supprimer d'ici juillet, des caristes et des professionnels mutés sur chaîne... La vérité c'est que PSA n'a pas grand chose à nous proposer sur ses autres sites et veut nous faire purement et simplement quitter le groupe.

Les miettes du banquet des actionnaires

Pendant que la direction se vante sur tous les médias du montant de la prime qu'elle nous verse cette année, nous ne devons pas oublier deux choses :

– elle ne nous accorde que des miettes en guise d'augmentation de salaires avec 30 euros nets, ce qui a provoqué le débrayage de centaines de salariés des usines de SevelNord, Valenciennes, Metz Borny et Charleville.

– elle communique beaucoup moins sur les 3,3 milliards de bénéfices réalisés cette année par le

groupe et sur les 700 millions d'euros versés aux actionnaires.

Quand l'appétit va, tout va... dans l'estomac de ceux qui ont déjà le ventre plein.

Herimoncourt maintient la pression

Ce lundi 11 mars, les salariés de l'usine PSA à Hérimoncourt étaient tous en grève contre la menace de fermeture du site. Alors que PSA a annoncé des bénéfices record, la direction prévoit de réaliser des économies en transférant l'activité du site vers celui de Vesoul, à 80 km de distance.

Les collègues d'Hérimoncourt ont bien raison de ne pas se laisser faire : de Saint-Ouen à Hérimoncourt, pour se faire entendre, la mobilisation est la seule solution.

Nous voulons du pain ET des roses !

À propos de l'Acte 17 des Gilets jaunes, le ministère de l'Intérieur a fièrement annoncé que la mobilisation était au plus bas...

Même s'ils étaient vrais, ses chiffres ne changent rien au fait que nous en sommes à 17 semaines de mobilisation ! Et pas seulement les samedis : des dizaines de milliers de Gilets jaunes sont sur la brèche tous les jours, courant de leur travail à une assemblée, une diffusion de tract, une réunion de travail... Et c'est loin d'être fini puisqu'ils sont en train de tenter de structurer leur mouvement en se coordonnant localement, régionalement et nationalement. Le gouvernement a bien du souci à se faire !

Les communicants du pouvoir se dépensent sans compter pour calomnier les Gilets jaunes en les accusant d'antisémitisme, de racisme, d'homophobie, etc., relayant ainsi les espoirs de l'extrême droite. Mensonges d'un gouvernement qui ne sait plus quoi faire pour enrayer le soutien spontané donné par une très grosse majorité de travailleurs aux Gilets jaunes. La réalité finit d'ailleurs par percer, comme avec le film de Perret et Ruffin, J'veux du Soleil, ou même dans les grands médias, par exemple à Comme un bruit qui court sur France-Inter : les Gilets jaunes sont des gens qui ont un boulot mais ne s'en sortent pas, des chômeurs, des retraités ; ils réclament que soient prises des mesures pour leur pouvoir d'achat, mais se battent aussi pour leur dignité, la justice sociale et pour que leur avis soit pris en compte.

Samedi 16 mars, pour l'Acte 18, Paris sera à nouveau au centre de la mobilisation nationale. L'occasion pour ceux qui hésitent encore de se joindre aux Gilets jaunes pour que la colère déborde partout, et dans les entreprises aussi.